



Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique, Volume (3) N 1

ISSN: 1987-071X e-ISSN 1987-1023

Reçu, 30 Décembre 2020

Accepté, 9 Février 2021

Publié, 13 Février 2021

<http://revue-rasp.org>

Recherche

Influences de la COVID-19 sur les activités socioéconomiques à Bamako

Adama KONE¹, Amadou TRAORE², Issa DIALLO^{3*}

¹Institut de Pédagogie Universitaire, Bamako (Mali), ²Université de Ségou (Mali), ³Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (Mali)

*Correspondance : (+223)73104827, email : issosfr@yahoo.fr

Résumé

À l'instar d'autres capitales africaines, la pandémie de COVID-19 a eu des conséquences désastreuses sur les activités socio-économiques dans le district de Bamako. L'objectif de ce travail est d'identifier l'influence de cette pandémie sur les activités socio-économiques dans cette ville. La méthode mixte, à travers la recherche documentaire, le sondage, les entretiens semi directifs et l'observation directe, nous ont permis de réaliser cette recherche. Le sondage a concerné 105 personnes sélectionnées par échantillonnage accidentel. Les résultats montrent que cette pandémie a eu des impacts considérables sur les activités sociales et économiques à Bamako. La majorité des enquêtés, soit 70,4%, affirme ne pas porter le masque contre 29,5%. Par rapport à ses impacts sur leurs activités, tous les commerçants enquêtés ont affirmé en avoir subi. Il en est de même pour les ouvriers et les étalagistes. Parmi les artisans, quatre cinquième (4/5) se disent en être touchés. Ainsi, avant l'arrivée de la COVID-19, 77,27% des enquêtés avaient une recette journalière supérieure à 5000 CFA, contre seulement 40,9% avec l'arrivée de la pandémie. En ce qui concerne le volet social, 63% des enquêtés ont affirmé ne pas bénéficier l'appui de l'Etat pendant cette période.

Mots clé : Influences, COVID-19, activités socioéconomiques, Bamako

Summary

COVID-19 pandemic has had disastrous consequences on socio-economic activities in the district of Bamako. The objective of this work is to identify the influence of this pandemic on socio-economic activities in the District of Bamako. The mixed method, through documentary research, survey, semi-structured interviews, direct observation, allowed us to carry out this research. The survey involved 105 people selected by accidental sampling. The results show that that the COVID-19 had considerable impacts on social and economic activities in Bamako. The majority of respondents, ie 70.4%, said they did not wear a mask against 29.5%. Regarding the impact of COVID-19 on their business. All the traders surveyed, without exception, claimed to have suffered its impact. It is the same for workers and window dressers. Among artisans, 4 out of 5 say they are affected by the negative impacts of the pandemic. Thus, before the arrival of COVID-19, 77.27% of respondents received more than 5,000 CFA per day, but with the arrival of COVID-19 only 40.9% claim to receive more than 5,000 CFA per day. About 63% of the respondents did not receive state support.

Keywords: Influences, COVID-19, socioeconomic activities, Bamako

Introduction

La COVID-19 est une maladie qui entre dans le cadre de la santé publique. C'est une nouvelle forme de Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SRAS) apparue à Wuhan en Chine en fin 2019. Elle est due à un nouveau virus coronarien, nommé COVID-19 qui est un virus à ARN (du latin, « virus à couronne »). La maladie serait apparue chez des clients du marché aux poissons de Wuhan (où l'on vend aussi des oiseaux, des serpents et des lapins). Partie du centre de la Chine, la COVID-19 a gagné les métropoles géantes (Pékin au Nord, Shanghai à l'Est et Shenzhen au Sud) du pays le plus peuplé du monde (MSAS, 2020).

Après quelques mois d'existence en Chine, cette maladie s'est propagée rapidement dans le monde pour devenir au mois de décembre 2019, la pandémie du siècle avec son corollaire de milliers de morts aussi bien en Asie, qu'en Europe, en Amérique et en Afrique. Dès février 2020, la COVID-19 a atteint le continent africain et s'y est répandue avec une vitesse et une virulence « modérée ». Tous les pays sont touchés ou presque les uns après les autres (DIAHOU, 2020). En Afrique, les capitales en constituent l'épicentre, et progressivement, avec la mobilité des populations, les villes de l'intérieur en ont été touchées. Le nombre de cas positifs enregistrés sur le continent reste tout de même faible par rapport aux autres régions du monde. Ces éléments constituent autant de facteurs qui risquent d'accroître la vulnérabilité du continent face à la maladie et sa létalité. C'est pourquoi, le Directeur Général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), a appelé l'Afrique à « *se réveiller* » face à la menace de la maladie et à « *se préparer au pire* » (OMS, 2020).

En ce qui concerne le Mali, le premier cas de COVID-19 a été déclaré le 24 mars 2020 et au 19 mai de la même année, les chiffres officiels faisaient état de 931 personnes touchées et de 55 décès. Au niveau de la dissémination nationale, les régions de Koulikoro, Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao, Kidal, Tombouctou et le district de Bamako sont les plus affectés.

Depuis lors le virus ne fait que progresser. A la date du 19 août 2020, selon le communiqué n°170 du ministère de la santé et des affaires sociales du Mali, le pays a enregistré 2667 cas positifs, dont 1993 guéris, 75 décès et 255 personnes contacts. Toutes les communes du district sont infestées mais à des proportions différentes.

A l'instar d'autres capitales africaines, cette pandémie de COVID-19 a eu des conséquences désastreuses sur les activités socio-économiques dans le district de Bamako. Plusieurs secteurs d'activités notamment l'enseignement, le transport, le commerce, la restauration, le showbiz, en ont été fortement touchés. Pour faire face à cette situation, le gouvernement malien a réagi très rapidement. En effet, depuis mi-mars 2020, il a mis en place des mesures préventives qui sont : (i) la suspension des vols commerciaux (sauf les vols de fret), (ii) la fermeture des frontières terrestres, (iii) l'instauration du couvre-feu de 21h 00 à 5h 00, (iv) l'interdiction des rassemblements sociaux, sportifs, culturels et politiques de plus de 50 personnes, (v) la fermeture des discothèques et des bars, et (vi) la fermeture des écoles. Les horaires de travail dans l'administration publique ont été ramenés à 14h30, afin de protéger les fonctionnaires. Selon le rapport du plan humanitaire (2020), la pandémie de la COVID-19 affecte profondément le Mali. Ses effets indirects sont potentiellement plus dévastateurs que ses effets directs. La baisse des activités économiques va plonger 800 000 maliens dans la pauvreté (Nations Unies, 2020). La contraction économique représente presque 300 milliards de FCFA de pertes de revenus pour l'Etat (*Idem.*). Bien que le taux de pression fiscale au Mali soit encore loin d'atteindre l'objectif de 20% du PIB fixé par l'UEMOA, le pays était sur une tendance positive encourageante avec

un taux de pression fiscale passant de 11,9% en 2018 à 14,7% en 2019. Parmi les secteurs d'activités concernées, le secteur informel paie le plus lourd tribut. Les toutes petites entreprises (TPE) et les petites et moyennes entreprises (PME) sont les plus affectées directement. Le couvre-feu a eu des répercussions immédiates sur les activités, notamment, celles nocturnes : la sécurité privée, le showbiz, l'hôtellerie et la restauration, la « profession de sexe ». Ces activités de nuit évoluent parallèlement avec d'autres de la journée. En raison du nombre d'emplois qu'elles représentent, les conséquences seront considérables sur les conditions de vie. La situation ainsi présentée semble indiquer que la pandémie de COVID-19 a une incidence négative sur les activités socio-économiques dans le district de Bamako. Ceci nous amène à poser la question : quel est l'impact de la COVID-19 sur les activités socio-économiques à Bamako ?

L'objectif général de cette recherche est d'identifier l'influence de la COVID-19 sur les activités socio-économiques dans le District de Bamako. Spécifiquement, il s'agit d'abord de déterminer l'effet de la pandémie sur les relations sociales, ensuite, d'analyser ses implications sur les activités économiques des populations à Bamako. Ces objectifs nous ont amenés à émettre des hypothèses :

- i) La pandémie de la COVID-19 a des effets négatifs sur les relations sociales ;
- ii) Toutes les activités économiques dans le district de Bamako sont affectées par les mesures prises pour lutter contre la pandémie de la COVID-19.

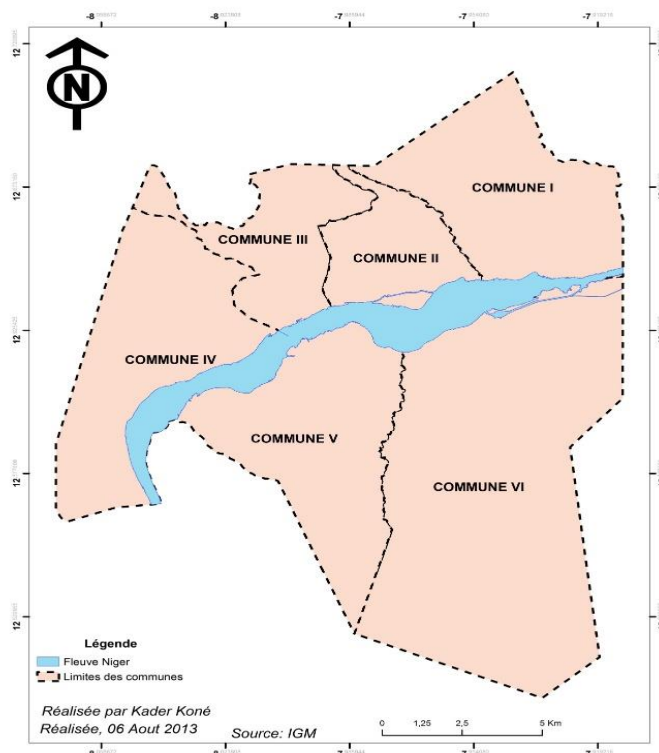
1. Matériaux et Méthodes

Pour vérifier les hypothèses et répondre à la problématique de la recherche, nous avons adopté une certaine démarche méthodologique. La posture épistémologique adoptée dans ce travail est de type structuro fonctionnaliste. En effet, l'accent est mis sur l'influence de la pandémie sur la structure et le fonctionnement de la société. Pour ce faire, nous nous intéressons aux indicateurs de structuration et de fonctionnement de la ville de Bamako.

1.1. Présentation de la zone d'étude

Le district de Bamako est la capitale du Mali. Il est situé entre le 7°59' de Longitude Ouest et le 12°40' de Latitude Nord sur les rives du fleuve Niger. En 1960, il devient la capitale du Mali indépendant. Haut centre de décisions politiques, Bamako attira les populations qui désirent être le plus près possible du pouvoir central et celles en quête de mieux être. L'économie, tributaire des fonctions politique et administrative, se développe aussi. La ville continuera de recevoir les investissements industriels dont les bases avaient été jetées sous la colonisation avec les unités aptes à satisfaire le marché urbain du siège de la colonie. Elle est le siège de nombreuses compagnies commerciales et jusqu'à une époque récente, elle abritait la totalité des établissements secondaires et supérieurs du pays. L'économie locale du District de Bamako repose essentiellement sur le commerce, l'artisanat, le tourisme et l'industrie etc. Quelques activités agricoles y sont pratiquées. L'agriculture intra urbaine y est caractérisée par le maraîchage. L'élevage semi-intensif se pratique dans les zones périurbaines. Pour la satisfaction de certains besoins alimentaires de la population, sont exploitées des concessions rurales à titre de jardins, de vergers, de fermes et de champs dans lesquels on cultive principalement le mil ou le maïs. La ville de Bamako est aussi une zone de transit pour la migration internationale. On y rencontre toutes les ethnies du Mali et une forte représentation des ressortissants des pays voisins et ceux d'autres pays lointains. Depuis 2013, elle abrite les fonctionnaires et forces armées dans le cadre de la MINUSMA.

Carte 1 : district de Bamako



1.2. Approche méthodologique

La méthode utilisée dans ce travail est d'ordre mixte, c'est à dire, qui combine le qualitatif et le quantitatif. Si la première permet une analyse plus fine de la perception des populations, la seconde en vient en complément, et consiste à dégager les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés en vue d'une compréhension des connaissances, attitudes et pratiques. Le questionnaire et le guide d'entretien nous ont permis de réaliser la collecte des données. La recherche documentaire nous a permis de faire l'état des lieux de la connaissance sur la thématique. Le questionnaire comportait une première partie « identification des enquêtés » et une seconde qui s'articulait autour des effets de la COVID-19 sur les relations sociales ainsi que ses impacts économiques.

Au plan délimitation sociologique, les populations de Bamako constituent la cible de cette étude. Nous avons adressé le questionnaire à 105 personnes à travers un échantillonnage expérimental dans les différentes communes de Bamako. Le choix des personnes enquêtées s'est fait de façon aléatoire pour donner la chance à tous de figurer dans l'échantillon. Les fonctionnaires, les ouvriers, les employés de commerce etc., ont été enquêtés. Des personnes méthodiquement désignées ressources ont été interrogées dans le cadre des entretiens semi directifs. Quant à l'observation directe, elle a été utilisée dans un souci de confronter les comportements et les propos des enquêtés.

S'agissant du traitement des données, nous avons utilisé différentes méthodes statistiques et cartographiques selon les questions d'analyse posées et les possibilités offertes par les logiciels que nous disposons. Il s'agit de Sphinx 4.5, Excel et Word. Ainsi, le traitement a permis de concevoir une série de tableaux, de graphiques, et de cartes qui ont été analysées.

2. Résultats

A la suite des travaux de recherche sur le terrain, nous sommes parvenus à des résultats au sujet de notre problématique. En effet, concernant la première hypothèse « La pandémie de la COVID-19 à des effets négatifs sur les relations sociales », les résultats montrent une nette évolution des rapports sociaux dans le cadre du respect des mesures barrières. Quant à la seconde hypothèse, nous pouvons confirmer que la pandémie a influencé les activités socioéconomiques à Bamako. Contrairement aux fonctionnaires qui ont été peu impactés, les secteurs du commerce, de l'artisanat, de la restauration, du transport, sont les plus touchés. Cela peut être expliqué par le fait que ces dernières activités relèvent du privé et de l'informel, sensible au changement.

2.1. Attitude des populations face aux mesures barrières

Le Mali est un pays largement marqué par le brassage social et le communautarisme. L'interprétation fonctionnaliste de l'évolution des rapports sociaux au Mali nous amène à constater que la distanciation sociale, le confinement et l'abstention à serrer les mains, imposés par la pandémie, sont des comportements mal appréciés. Face à la dangerosité de la maladie, la population s'est sentie inquiétée au début, avant de relâcher par la suite. Ainsi, la COVID-19 a eu une influence sur les activités sociales. Le défi, c'est le changement de comportement.

En effet, le changement de comportement est un processus qui s'opère dans la durée et de deux principales manières, toutes s'accommodant à une adaptation à l'environnement. La première s'inscrivant dans la socialisation, s'opère à travers les programmes sociaux éducatifs préétablis. Ce principe est beaucoup plus ordinaire. La seconde source de changement de comportement est celle imposée par les accidents de parcours. Les Bambara (ethnie majoritaire au Mali) disent « *Kojugu ye maa karamokoye* » (l'homme apprend des malheurs). Dans ce même ordre d'idée, la COVID-19 devient un facteur de changement de comportement. Le port de masque, le confinement, la distanciation sociale, le refus de se serrer les mains, les rencontres virtuelles, etc. deviennent progressivement habituels.

A K, quadragénaire, dira : « *à l'annonce de l'arrivée de la maladie à coronavirus au Mali, je me suis auto confiné par peur de la contracter. J'ai arrêté toute les visites de courtoisie pendant longtemps* ».

Dans la même logique L. T., quinquagénaire, affirme : « *je suis asthmatique. Vue la dangerosité de cette pandémie pour les personnes fragiles, je me suis isolé des autres. C'était devenu de la psychose chez moi. Je sortais peu, je mets toujours les masques en public pour éviter de contracter le virus. J'aime les causeries débats au grin mais je me suis éloigné d'eux pendant longtemps car beaucoup ne croient pas à l'existence de cette maladie au Mali* ».

Le tableau n°1 nous renseigne sur l'état de fréquentation des lieux publics par les populations enquêtées.

Tableau n°1 : Fréquentation des lieux publics par les enquêtés

Indicateurs	Effectif	Pourcentage
Fréquente	45	43
Ne fréquente pas	60	57
Total	105	100

Source : Enquête de terrain, Bamako, juillet 2020

Au début de la pandémie, beaucoup de personnes s'étaient mises en auto confinement. La majorité des enquêtés soit 57% se réservait des contacts avec d'autres personnes en dehors de la famille. C'est le cas par exemple de B.T., masculin, quinquagénaire :

« A l'annonce de la COVID-19, je me suis enfermé chez moi durant des semaines. Je ne sortais presque pas juste pour faire les commissions et retourner en famille. Je partais rarement au grin, une distance naturelle s'est installé entre mes amis et moi ».

Par contre 43% des enquêtés dit avoir continué à fréquenter les lieux publics malgré l'interdiction. Cela s'explique par le fait que certains ne croient pas à la maladie. Selon M.T., féminin, 20 ans « *la maladie n'existe pas au Mali. C'est une invention de l'Etat pour gagner de l'argent avec les partenaires* ».

En ce qui concerne le port de masque, il est devenu un symbole de la COVID-19 dans les sociétés. Il a pour rôle de limiter la propagation du virus à travers les aérosols dégagés des porteurs lors des paroles et éternuements. Le port des masques est un indicateur important de l'adhésion de la population aux consignes données par les autorités sanitaires. Ceux qui croient à l'existence de la maladie et aux consignes données sont en général ceux qui adhèrent au port de masque et vice-versa. Le tableau n°2 donne la situation du port de masque par la population enquêtée.

Tableau n°2 : Port de masque par la population

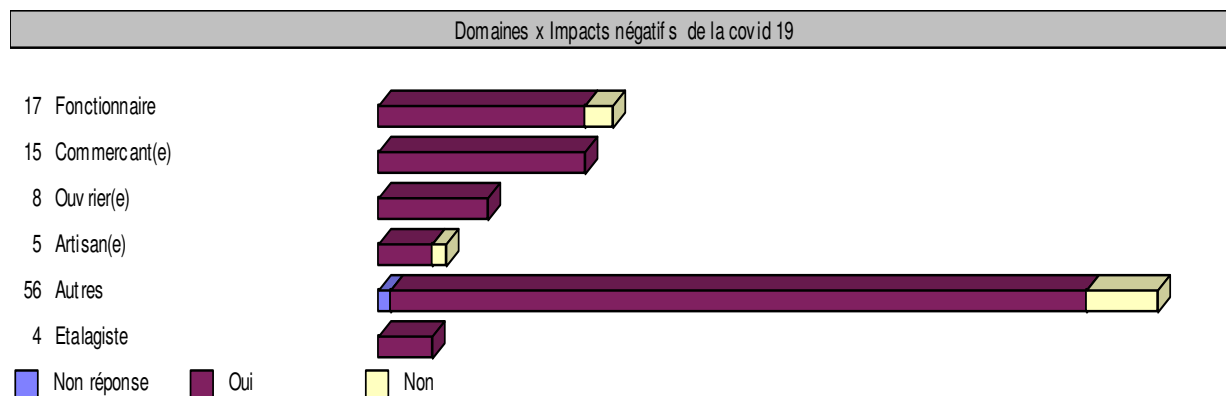
Indicateurs	Effectif	Pourcentage
Porte le masque	31	29,5
Ne porte pas le masque	74	70,4
Total	105	100

Source : Enquête de terrain, Bamako, juillet, 2020

La majoritaire des enquêtés soit 70,4% affirme ne pas porter le masque contre 29,5% qui porte le masque. S K, trentenaire, témoigne : « *je porte le masque en cas de nécessité. Si je pars dans les services tels que la banque ou la SOMAGEP* ». Dans la même logique F. C., 28 ans, affirme qu'il porte le masque souvent en lieu public pour éviter la contamination au virus. S. D., 32 ans, est dubitatif : « *je n'ai jamais cru à cette maladie donc pourquoi porter le masque ?* ».

2.2. Influences économiques de la COVID-19 à Bamako

La COVID-19 influence les activités économiques à Bamako. Les 89% des enquêtés sont touchés négativement par les effets de la COVID-19. Le graphique n° 1 est basé sur l'avis des enquêtés sur l'impact de la COVID-19 sur leurs activités économiques.



Graphique 1 : Impact de la COVID-19 sur les activités économiques

Source : Enquête de terrain, Bamako, Juillet, 2020

Ce graphique 1 met en exergue la perception des enquêtés par rapport à l'impact de la COVID-19 sur leurs activités. Parmi les fonctionnaires, 15 contre 2 ont affirmé avoir subi l'impact négatif de la COVID-19. Tous les commerçants enquêtés, sans exception ont affirmé avoir subi son impact. Il en est de même pour les ouvriers et les étalagistes. Parmi les artisans, 4 sur 5 se disent touchés par les impacts négatifs de la pandémie. Pour les autres activités, dont notamment le secteur de loisir, de la restauration et l'hôtellerie, 89% les entrepreneurs se disent impactés par la pandémie. En plus des travailleurs de nuit, certains domaines ont été largement touchés. Il s'agit par exemple des enseignants des écoles et universités privées. M. T., enseignant dans une école privée à Niamakoro, affirme :

« Avant l'arrivée de la COVID-19, les activités étaient bonnes mais avec son arrivée, toutes ces activités sont tombées à l'eau. La fermeture des classes a été un coup dur pour moi. Ce sont quelques amis de bonne volonté qui me viennent en aide ».

De son côté, D. K., employé de commerce dira : *« Je devais travailler pendant la nuit dans une entreprise mais à cause de la COVID-19 et du couvre-feu, mon contrat a pris du retard, et je suis en chômage. ».*

Quant à F. T., commerçante, elle témoigne : *« Avec la fermeture des frontières l'accès aux marchandises reste difficile. Ça ralenti les activités économiques ».*

A K, commerçante d'ajouter : *« avec la fermeture des frontières on avait difficilement accès aux marchandises. Les clients deviennent rares ».*

I. F., ouvrier, affirme : *« Je travaille dans une entreprise privée, mais à cause de la COVID-19 mon salaire a été réduit de 30%. Mon travail a été durement affecté par la COVID-19 ».*

T. K., conducteur de SOTRAMA témoigne : *« A cause du couvre-feu on entrain tôt à la maison. Cela a joué sur nos activités parce qu'on n'arrivait plus à avoir les recettes habituelles ».*

En ce qui concerne les bénéfices avant et pendant la pandémie de la COVID-19, à l'exception des

fonctionnaires qui ont un salaire fixe, tous les autres catégories socioprofessionnelles ont été influencées plus ou moins négativement par la pandémie. Dans le secteur informel, la situation est présentée dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Gain des enquêtés qui sont dans l'informel par jour

Estimation de recettes journalières avant la COVID-19	effectif	%	Estimation de recettes journalières pendant la COVID-19	effectif	%
Moins de 5000 FCFA	20	22,72	Moins de 5000 FCFA	52	59
5000 CFA et plus	68	77,27	5000 CFA et plus	36	40,9
Total	88	100	Total	88	100

Source : Enquête de terrain, Bamako, 2020

Ainsi, avant l'arrivée de la COVID-19, 77,27% des enquêtés percevaient plus de 5000 CFA par jour mais avec l'arrivée de la COVID-19 seulement 40,9% affirment percevoir de 5000 CFA et plus par jour. A ce niveau K. D., étalagiste affirme : « *Mon petit commerce marchait très bien, je pouvais réaliser plus de 5000 CFA de bénéfice par jour mais avec l'arrivée de cette maladie, mes activités ont peu baissé* ».

Si la COVID-19 a marqué les activités, il faut reconnaître que le couvre-feu a aussi été imposant. Les enquêtés se sont largement prononcé sur ses impacts. T K, chauffeur de taxi, « *à cause du couvre-feu, on entrait tôt à la maison. Cela a joué sur nos activités car les recettes ont baissé* ». D M, restaurateur bondit dans le même sens : « *Après l'instauration du couvre-feu mes activités étaient fortement touchées parce que je n'arrivais plus à vendre pendant les nuits* ». F K, gérant de boîte de nuit, affirme « *à cause du couvre-feu, je n'arrive plus à joindre les deux bouts* ».

S K, 42 ans, dira :

« J'habite à Kalaban coura. Je suis restaurateur. A l'arrivée de la COVID-19 mes activités ont été fortement impactées. Je ne vends plus la nuit à cause du couvre-feu. Donc de ce fait, j'avais du mal à prendre en charge ma famille car je suis père de quatre enfants. J'ai des amis qui me venaient souvent en aide. ».

Par contre, M K, chef de famille estime : « *Le couvre-feu a été positif, il m'a permis d'échanger avec ma famille* ». Dans le même sens, F. C., 50 ans, affirme sa satisfaction : « *Le couvre-feu nous a protégé contre les voleurs* ».

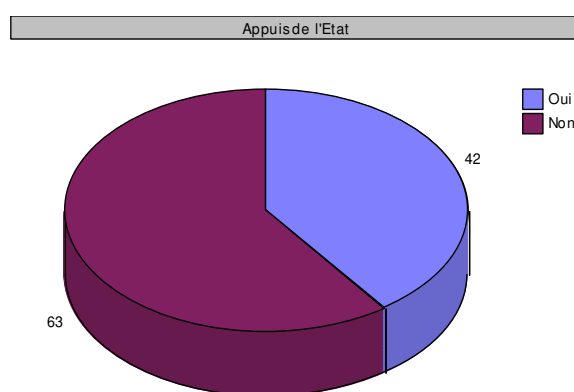
Nous avons enregistré d'autres lectures de la situation, notamment en ce qui concerne la fermeture des chambres de passe entraînée par le couvre-feu. S. D., 43 ans, dira que la fermeture des chambres de passe entraîne le développement de l'adultère dans les concessions.

A la lumière de tout ce que nous venons de mentionner, nous pouvons dire que la COVID-19 a contribué à la détérioration de la situation économique de la population déjà fragile. Les travailleurs du secteur privé et de l'informel en ont été les plus impactés. Par contre, selon nos investigations, certains domaines d'activités se sont tirés d'affaire. Il s'agit par exemple de celles qui évoluent dans

le domaine de « l'industrie de la Covid 19 » : fabricants et vendeurs de savon, de gel, et des dispositifs de lavage de mains ; fabricants et vendeurs de masques. La vente des unités téléphoniques, le transfert de money et d'autres activités liées au numérique en ont tiré profit. Au Mali, ces derniers sont une minorité comparativement à la grande masse des catégories économiques.

- Le soutien de l'Etat

Face à la COVID-19, l'Etat du Mali a annoncé un certain nombre de mesures sociales dont le coût était estimé à plus de 500 milliards de francs CFA. Cela avait pour but de soulager la souffrance des populations vulnérables et des malades de COVID-19. Le fait de bénéficier de cette aide est un indicateur économique et social dans le cadre de la pandémie. Le graphique suivant fait mention des différentes polarités.



Graphique n°2 : répartition des enquêtés selon qu'ils aient bénéficié ou pas du soutien de l'Etat

Source : Enquête de terrain, Bamako, juillet 2020

Parmi les enquêtés, 63% ont affirmé ne pas bénéficier l'appui de l'Etat pendant cette période. M.T., 38 ans, « *Je n'ai rien bénéficié de tout ça. J'ai appris que l'Etat a donné des vivres et le courant ISAGO* ». K. T., 45 ans, d'ajouter « *Je n'ai rien trouvé de tout ça* ».

Par contre, 42% des enquêtés disent avoir bénéficié de l'appui de l'Etat. Selon A. D., 50 ans, « *J'ai bénéficié des vivres et du crédit ISACO* ». Y. D., 47 ans, est plus explicite : « *J'ai bénéficié d'un sac de riz et d'un sac de sorgho* ».

La plupart des personnes interrogées ont cité la gratuité de la tranche sociale de l'électricité pour un ou deux mois.

3. Discussion des résultats

La COVID-19 influence négativement les rapports sociaux et l'économie du Mali. A ses débuts, les mesures de distanciation sociale se sont installées dans les comportements. Cela s'est matérialisé par la léthargie des activités sociales et économiques. A ce sujet, le FMI (2020) indique que la croissance économique pour 2020 va considérablement chuter.

L'analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 effectuée par le PNUD et UNICEF (2020), indique sur le plan économique, le Mali commence déjà à ressentir les effets de la pandémie. Les prévisions établies par les services officiels fixent le taux de croissance de l'économie malienne à 0,9%, contre une projection initiale de 5%. Tous les secteurs seraient affectés, avec une forte chute de

la production dans les secteurs secondaire et tertiaire. En effet, le taux de croissance du secteur primaire ressortirait à 3% et celui du secondaire serait fixé à 1,6% contre des prévisions initiales respectives de 5,6% et de 3,5%. Quant au secteur tertiaire, sa croissance passerait de 5,5% à 0,8% (UNICEF, 2020). Au niveau microéconomique, la fermeture des maquis, bars et restaurants a provoqué la détresse des entrepreneurs du secteur et de leurs employés privés de salaires. Il en est de même pour les professionnelles de sexe. Amadou Traoré (2019) dans son livre sur les rapports sociaux de sexe au Mali, met l'accent sur la fonction stabilisatrice des chambres de passe. Pour lui, « Parfois déshonorantes, jusqu'à un certain seuil, elles peuvent cependant constituer de centres de soins bio-psycho-sociologiques au même titre que les cabinets médicaux dans le cadre des rapports sociaux de sexe ».

La fermeture des écoles a été une catastrophe pour les enseignants des écoles privées. Abdoulaye Danioko (2020) évoque la réalité des enseignants. Selon lui, cette fermeture involontaire, dira-t-il, a causé d'autres problèmes encore plus sérieux dans la mesure où les enseignants évoluant dans les écoles privées sont en larme. Pour lui, aucune mesure d'accompagnement n'a été prise leur concernant.

De secteurs dont celui des transports en commun est l'un des plus touchés par la Covid 19 à Bamako. Cela joue considérablement sur la grande majorité des bamakois qui se déplace en SOTRAMA, bus et taxis. Cela démontre une ampleur des impacts. Le Plan humanitaire COVID-19 Mali (2020) confirme nos résultats en ce qui concerne les impacts sociaux. En effet, nous y apprenons que les risques accrus de protection pourraient inclure une augmentation des violences, la restriction de la liberté de mouvement, l'augmentation de la stigmatisation, de la discrimination et potentiellement des tensions communautaires, l'augmentation des violations contre les enfants (séparation familiale, suspension des activités éducatives et récréatives, exploitation économique et sexuel), l'augmentation de la violence basée sur le genre, notamment la violence domestique, la réduction de l'accès aux autres services de santé, primordiaux pour la protection (santé maternelle et reproductive, le traitement des blessures par engins explosifs et armes légères, la prise en charge des victimes de VBG, les soins de santé maternelle et infantile, la prise en charge de la malnutrition, la vaccination). Ces risques accrus de protection résulteront en une augmentation des mécanismes d'adaptation négatifs et une exacerbation des vulnérabilités socio-économiques des ménages (UNICEF, 2020).

La nature de l'homme évolue selon les réalités du temps. Ainsi, face aux difficultés sociales et économiques, certaines activités se sont développées, dont la confection et vente des masques et gels Hydra alcooliques, des dispositifs de lavage des mains etc. Les rencontres en ligne (visioconférences, réseaux sociaux, appels téléphoniques et messageries...) ont prospéré à titre palliatif. Des travailleurs de nuit (professionnelles de sexe par exemple) se sont réorientés vers les rencontres « organisées ».

Conclusion

Les effets de la COVID-19 sur les activités socioéconomiques se lisent sur le plan micro et macro socioéconomique à Bamako. Le commerce, l'artisanat, la restauration, le transport, et d'autres services sont plus touchés. L'impact de la pandémie est facilement observable lorsque nous comprenons qu'elle vient renforcer une situation de vulnérabilité séculaire. Certes, des sociétés ont été plus touchées par la pandémie, notamment les pays de pic dont la Chine, l'Amérique, l'Europe de l'Ouest, le Brésil, l'Afrique du Sud etc. Ainsi, la mesure de fermeture des frontières a été un coup dur pour les activités commerciales et touristiques. L'accès aux marchandises et la difficile mobilité ont handicapé les commerçants.

Les fonctionnaires en sont moins impactés contrairement aux travailleurs évoluant dans le secteur privé et dans l'informel. Dans certains domaines, avec la baisse des activités, les rendements ont chuté. On assiste à de licenciements et baisse de salaires. Les enseignants des écoles privées en ont été beaucoup touchés. Le secteur de l'hôtellerie a été fortement impacté surtout avec l'interdiction des regroupements comme les séminaires, les rencontres, les conférences, les hébergements etc. A ce niveau l'on a enregistré des cas de licenciement.

A la lumière de ces résultats, nous pouvons affirmer que le secteur privé et l'informel sont les domaines les plus touchés par la COVID-19. Cela, à cause du statut informel des activités et le manque d'assistance aux entreprises. Nous pouvons aussi affirmer que la COVID-19 a contribué de l'accentuation de la souffrance des populations à travers les mesures barrières. Toutefois, bien qu'une partie importante de la population n'ait pas adhéré à son existence, avec la capacité de résilience des hommes, la COVID-19 a permis à la population de Bamako de se réorganiser pour la continuation des activités socioéconomiques. Ainsi, avec de nouveaux besoins, de nouvelles activités ont fait leur apparition.

Références bibliographiques

- ALPHONSE Y- D., (2020), Cahier « COVID-19 au quotidien » : Archives ouverte.
- DANIOKO A., (2020). « COVID-19 : le cri de cœur des enseignants des écoles privées », in wordpress.com, consulté le 26 août 2020
- Fonds Monétaire International (2020). Staff Report May
- Fondation Mo Ibrahim (2020), Le COVID-19 en Afrique : un appel pour une gouvernance coordonnée, un renforcement des structures sanitaires et une meilleure collection des datas.
- GOUNTIENI D., LANKOANDE, (2020), Thèse du catastrophisme du COVID-19 en Afrique : ressenti des africains ou réalité ?
- MSAS (2020), Plan d'action pour la prévention et la réponse à la maladie à coronavirus, mars 2020
- MSAS (2020), Plan d'actions pour la prévention et les réponses à la maladie à coronavirus COVID-19, rapport de recherche.
- OCHA-Mali (2020), Rapport de recherche sur le COVID-19, Mai 2020.
- ONU (2020), Analyse rapide des impacts socio-économiques du COVID-19 au Mali.
- Rapport mixed migration centre (2020), Impact du COVID-19 sur les réfugiés et migrants en Afrique de l'Ouest.
- Rapport, Riposte COVID-19 du CICR au Mali (2020)
- TRAORE A., (2019), Rapports sociaux de sexe au Mali : faut-il redéfinir le féminisme ? Ségou, Yèrèdon.
- UNESCO (2020), La réponse de l'Unesco à la pandémie COVID-19 en Afrique subsaharienne, Mai 2020, 15pages, Rapport.
- UNICEF (2020), Plan humanitaire COVID-19 Mali. Cycle de programmation humanitaire 2020, publié en juin 2020.

© 2021 Diallo, License BINSTITUTE Press. Ceci est un article en accès libre sous la licence the Créative Commons Attribution License (<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0>)